

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député me pose une question hypothétique, mais je peux lui dire nonobstant le préambule que, en ce qui concerne les priorités d'emploi qu'il mentionne, la semaine dernière, j'ai soulevé directement avec le Président Reagan ces questions ayant trait à certaines initiatives qui risquent d'émaner du Congrès des États-Unis, et qui pourraient avoir un effet néfaste sur notre production au Québec ou ailleurs. J'ai reçu les assurances que le Président des États-Unis interviendrait vigoureusement en faveur d'une progression ou d'un échange libre entre nos pays pour s'assurer qu'on ne perd pas des emplois au Québec ou au Canada en attendant justement les négociations, si négociations il y a.

* * *

LES TEXTILES**L'IMPACT DES IMPORTATIONS POUR LE QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le premier ministre est-il conscient que l'industrie du textile du Québec perd des emplois en ce moment à cause de l'impact des importations et, si le Président va intervenir aux États-Unis, est-ce que le premier ministre et le gouvernement interviendront ici, au Canada, afin de garantir aux fabricants canadiens du textiles au moins la moitié du marché canadien des textiles pour les Canadiens et les fabricants canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce que le député ne mentionne pas, c'est que dans notre première année, 304,000 nouveaux emplois ont été créés par l'arrivée du gouvernement conservateur au pouvoir, que le taux de chômage est le plus bas depuis trois ans, que le taux de chômage chez les jeunes a baissé de 2.2 p. 100 dans l'espace de 12 mois, et que les taux d'intérêt sont à leur plus bas niveau depuis sept ans, ici, au Canada. C'est une expansion économique extraordinaire.

Cela aussi, ce que nous pouvons faire... Monsieur le Président, nous avons une politique positive, laquelle ne consiste pas à blâmer notre voisin. Nous savons que nous, Canadiens, sommes en mesure de faire ensemble énormément, et 300,000 nouveaux emplois, c'est là une indication dramatique de nos capacités nationales d'agir dans le domaine économique.

* * *

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE**L'INDEXATION DE LA PENSION—LA POSITION DES RETRAITÉS**

M. Barry Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser au président du Conseil du Trésor

et, si vous avez la générosité de m'y autoriser, je les poserai toutes les deux.

En premier lieu, je demanderai au nom des milliers et des milliers de retraités du Canada où en sont les négociations sur l'indexation des pensions auxquelles ils ont cotisé?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, pour ajouter à la réponse que j'ai fournie au député le 26 septembre dernier, je peux l'informer que nous avons reçu les rapports de nos experts-conseils-actuaire concernant et la partie patronale et la partie syndicale. Les rapports ont été échangés entre les deux groupes. Ils sont à l'étude à l'heure actuelle et donneront lieu à des pourparlers au cours des sept à dix prochains jours afin que nous puissions en arriver, comme je l'ai signalé à l'époque, à un règlement juste et équitable de la question qui fasse que les caisses de retraite reposent sur une base financière solide en conformité avec les engagements de notre parti et du gouvernement.

[Français]

LES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Barry Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Je voudrais savoir ce que vous comptez faire pour rééquilibrer la base des pensions des fonctionnaires qui a subi une érosion à cause de l'inacceptable projet de loi C-133?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, c'est une question qui a été soulevée à maintes reprises par les associations d'employés et de pensionnés, qui demandent que le gouvernement revoie attentivement l'impact très négatif que cette décision unilatérale de l'ancien gouvernement a pu imposer aux employés de la Fonction publique et aux retraités.

La question est évidemment parmi celles qu'on discute avec les groupes intéressés, et elle fera l'objet d'une décision à venir, une décision qui va être, je l'espère, partagée par toutes les parties intéressées.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE**LE PRIX DU GAZ NATUREL**

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui n'a pas oublié qu'elle a déjà dit à Jasper, en juin dernier, que plus d'un million de ménages se chauffaient au gaz naturel dans cette région et qu'ils comptaient être traités équitablement au mois de novembre.